Point d'?

Septembre 2018 - N°78

Eirene Suisse



Et si le salut de l'humanité dépendait des femmes ?

Pour décrire le système qui nous régit, il est souvent fait mention de la loi du plus fort. Il serait plus adéquat de parler de celle de celui qui frappe le plus fort: celle mise en place par les esprits les plus faibles qui, trop souvent, prennent les rênes des pouvoirs économiques et politiques d'une société patriarcale où écraser l'autre semble un moyen d'accomplissement et de prise d'influence plus aisé. L'instinct animal des mâles de notre planète qui les pousse à dominer des terres et des groupes aura-t-il raison de notre humanité ?

Faisant mine de donner aux femmes la possibilité de contribuer aux affaires de la société, les hommes au pouvoir, par leur laxisme et leur mépris, laissent en réalité trop souvent penser qu'ils sont les seuls à être capables d'occuper ces positions. Ils sont particulièrement doués, il faut le dire, au jeu de celui qui a la plus grosse ; maîtres également à déterminer qui sont les méchant(e)s et les gentil(le)s, et cela pour notre bien, n'en déplaise aux enfants déchiquetés par les bombes. Ajouter une dose d'empathie et de dialogue réel à nos sociétés ne serait-il pas un signe d'évolution si nécessaire à la survie de notre espèce ? Des femmes et des hommes peuvent y contribuer.

Penser que ce serait dû à une certaine faiblesse de la gente féminine si ses droits sont bafoués serait erroné. Faisant preuve de conscience et de responsabilité face à l'autre, ne sont-elles pas celles qui prennent soin de notre humanité depuis la nuit des temps, malgré des conditions souvent défavorables ? Nombreux sont les hommes qui désirent pour leurs enfants une société plus empathique, plutôt qu'une espèce d'entreprise tournée vers le cannibalisme, tant la valeur humaine de l'autre pèse peu face au Dieu argent. Il s'agit aujourd'hui de la mettre en œuvre. Que ceux qui résistent à ce mouvement s'avouent que le système qu'ils ont créé n'est pas celui de demain. Que les femmes ne soient pas obligées d'être des hommes, d'agir dans l'ombre ou d'adopter une posture de défense pour contribuer au bien-être de nos sociétés. Que l'on arrête d'empêcher le rayonnement qu'elles nous ont toujours apporté. Aux vieux hommes en costumes gris et à leurs allié(e)s, il serait signe de grandeur que de laisser un peu de place plutôt que de s'obstiner à diriger l'humanité vers sa perte.

Adrien Genoud

Sommaire



Lutter contre les violences basée sur le genre : Impliquons les hommes !

Emma McGeachy, spécialiste de la thématique de la violence basée sur le genre, effectue un volontariat auprès de l'ONG Handle Uganda. Elle nous présente le projet principal dans lequel elle s'engage.

HANDLE Uganda est une petite ONG locale basée à Gulu, au nord de l'Ouganda, une région qui fait encore face aux conséquences dévastatrices d'une guerre civile longue de vingt ans. L'organisation a débuté un projet de trois ans dans le district de Nwoya afin de lutter contre la violence basée sur le genre (VBG), fortement répandue au nord de l'Ouganda pendant et après le conflit. Ce projet ambitieux développe une approche pluridimensionnelle et holistique afin de répondre au problème de VBG aux niveaux individuel, familial, communautaire ainsi qu'auprès du gouvernement local.

Outre divers types de violences physiques, la VBG prend aussi la forme d'un accès inégal à la propriété foncière et aux différents moyens de production et sources de revenus. Afin d'y remédier, HANDLE promeut les droits des femmes et l'égalité avec les hommes en offrant à 300 femmes en situation de pauvreté un support dans la création d'assemblées villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) afin de renforcer leur alphabétisation financière. De surcroît, l'organisation fournit des formations et un accompagnement dans la création et la gestion de micro-entreprises. L'objectif est de renforcer l'indépendance financière des femmes par rapport aux hommes afin de gagner en autonomie et tendre vers une position paritaire.

Ces femmes sont aussi informées sur leurs droits et ce qui définit les VBG, de telle manière qu'elles puissent reconnaitre les diverses formes de discriminations et de violations à leur encontre. Elles reçoivent des informations sur ce qu'elles peuvent faire si elles-mêmes ou des femmes de leur entourage sont victimes de VBG. Les ressources nécessaires pour accéder aux services légaux et médicaux sont aussi mises à leur disposition. HANDLE a dans ce but une représentante légale qui apporte son soutien aux victimes en les dirigeant vers les services adéquats pour les cas les plus graves, et en assurant un service de médiation auprès des familles pour les cas de disputes conjugales.

HANDLE apporte aussi son soutien en cas de conflit foncier afin de limiter la tournure dramatique que ceux-ci prennent souvent. Un service de médiation est à disposition des familles et communautés concernées par de tels problèmes, ainsi qu'un support légal si besoin est. Si la privation d'accès à la propriété est en soi déjà une atteinte aux droits des femmes, elle dégénère souvent en violence physique, de manière particulièrement marquée au sein d'une population encore traumatisée par la guerre civile. Il est dès lors important de ne pas négliger cette problématique.

Avec les hommes aussi…

Le projet ne se limite néanmoins pas aux femmes. En effet, HANDLE forme aussi des groupes d'hommes-modèles constitués d'hommes de divers niveaux d'influence et origines sociales, allant des paysans aux Rwotkweris (chefs de clan). Trois groupes de trente hommes chacun reçoivent une formation intensive afin de jouer le rôle de vecteur de changement au sein de leur village et de leur communauté. Ils acquièrent des connaissances sur la VBG, les droits des femmes et sur ce qu'ils peuvent faire pour influencer et éduquer les membres de leur communauté.

Chaque homme ainsi formé représente un modèle pour sa famille et ses voisins et œuvre de manière intensive auprès de dix familles en situation de conflit, plus particulièrement de VBG. Les hommes-modèles bénéficient en outre de formations de base en service de consultation et de gestion de conflit pour les cas de GBV. Des vélos sont aussi mis à leur disposition pour mener à bien leur travail de mobilisation communautaire et leurs devoirs de médiateurs.

HANDLE travaille aussi de manière étroite avec le gouvernement local, la police et les autres parties prenantes afin de renforcer ses initiatives. Conjointement avec les autorités concernées, l'organisation réalise un important travail de sensibilisation auprès des communautés au travers d'événements culturels. A ces occasions, les différents leaders s'expriment contre la VBG et informent leur communauté de ses conséquences néfastes. Les forces de police sont quant à elles formées sur la façon de reconnaître les cas de VBG et signaler les crimes commis, ainsi que sur l'importance de signaler les cas le plus rapidement possible et préserver les preuves, spécialement dans les cas de violence sexuelle.

HANDLE se réjouit de travailler avec différents partenaires et bénéficiaires pour améliorer la qualité de vie des femmes, des hommes et des enfants au sein de leur communauté et participer à la réduction de la VBG dans la région.

Emma McGeachy



Une énergie féminine qui nous lie

Ce matin sur le pas de ma porte Sélisa et Suzette me tiennent compagnie. Nous sommes trois femmes, trois destinées, un mélange de couleurs, de croyances, de manières de vivre qui se ressemblent parfois, mais qui se distinguent souvent.

Femmes du pays en dehors, des campagnes et des montagnes, à la vie dure, aux corps robustes, femmes meurtries et soumises à la loi implicite des hommes, de leurs hommes, maris, pères, frères, amants.

Une répartition des rôles bien définie, où la femme occupe la place laissée pour elle par les lois des sociétés patriarcales. La charge du foyer et des enfants, la corvée de l'eau, les travaux dans les champs, les heures passées sur les sentiers et les marchés, un schéma qui se répète quotidiennement, semaines après semaines. A première vue, chacun et chacune remplit son rôle. En rentrant petit à petit dans l'intimité de ces femmes paysannes, j'observe l'écueil qui les sépare des hommes. A elles revient le souci qui ronge d'alimenter le foyer ; l'argent se partage peu au sein d'un couple. A eux les prises de décisions, les bals, les maîtresses, la liberté de faire et de penser. Vient une heure sombre où retentissent les coups, les pleurs, les viols conjugaux. Car il faut frapper pour se faire obéir et soumettre. Sélisa par ses frères, Suzette par son mari, chacune porte en elle des traces physiques et psychologiques.

Bien que coupées du mouvement #metoo par leur isolement géographique et technologique, une brise de révolte et de prise de conscience se lève. Les associations de femmes haïtiennes se font entendre : plaidoyer pour promouvoir et soutenir les activités économiques en faveur des femmes, création de systèmes de protection et d'assurances sociales1, la liste est longue. Elles dénoncent également « l'irresponsabilité affichée par l'Etat à leur encontre2» et critiquent les « lois partisanes3» adoptées par les autorités et l'impunité qui règne face aux violences et aux viols dont sont victimes les femmes et les filles. Le 7 mai dernier, le président Jovenel Moïse a été hué par les élues locales lors du 1er Forum international des femmes élues haïtiennes.

Et pourtant. La constitution haïtienne stipule l'égalité homme – femme, punit les mauvais traitements. Mais l'appareil judiciaire et son cortège de lois, de tribunaux et de juges de paix sont comme une lointaine comptine, presque inaccessibles. Entamer une action de plainte, quand bien même on a le courage de le faire -et en cela signifie souvent aller à l'encontre des avis bien-pensants de la communauté et de l'église - encore faut-il en avoir les moyens. Et quid de la liberté de son corps, dans un pays où l'avortement est punissable de cinq ans de prison ?

Comment faire pour leur donner la force et le courage d'admettre leur position aussi indubitable au sein de la société que celle des hommes ? Comment faire pour que ceux-ci respectent et soutiennent leurs partenaires d'égal à égale ? Je ne sais pas. Mais je sais qu'en elles et moi gronde et chante une énergie féminine qui nous lie et qui se décuple chaque jour un peu plus.

Sophie Paychère

[1] « Des acquis certes, mais des défis immenses, selon FanmDeside, alterpresse, 4.04.2018.
[2] Article publié par alterpresse (www.alterpresse.org) le 9.05.2018.
[3] « Sit-In d'organisations féministes à Port au Prince pour le respect des droits des femmes », alterpresse, 9.03.2018.

Pour plus d'articles sur le même sujet, consulter la rubrique « Espace Femmes » sur www.alterpresse.org.



Le climat incertain exacerbe la violence contre les femmes

Au niveau mondial, le Salvador occupe l'une des premières places en matière de vulnérabilité et de risque climatique, en raison de l'état actuel de ses ressources naturelles. De 2009 à 2015, sept années ininterrompues d'inondations (trois ans) et de sécheresse (quatre ans) ont engendré plus de 1,6 milliard de dollars de pertes (230 millions annuels, soit 1,3% du PIB). La sécheresse a induit une réduction drastique du débit d'eau disponible : le volume a en effet diminué de plus de 90% à l'est du pays.

Ces crises affectent différemment les hommes et les femmes, puisque la culture patriarcale dominante dans cette région impose aux femmes la responsabilité de se procurer les ressources naturelles comme l'eau et l'énergie, notamment pour la cuisson des aliments. Elles sont par conséquent dépendantes des ressources naturelles disponibles. A titre d'exemple, l'investissement de temps pour obtenir dix litres d'eau dans les communautés du Salvador peut aller jusqu'à deux heures, en raison de la longueur des trajets à parcourir et du temps d'attente pour que les sources d'eau s'approvisionnent. Les conflits entre communautés et industries, pour l'utilisation et le contrôle de l'eau ont fleuri cette dernière décennie. Des femmes témoignent avoir été victimes d'agressions et de viols lorsqu'elles parcouraient des trajets dans des endroits isolés à la recherche d'eau ou de bois pour la cuisson des aliments. De plus, les femmes qui militent pour le droit à l'eau sont confrontées à plusieurs types de violences, discriminations et criminalisations, à l'image de la leader Sonia Sanchez de la communauté de Saint Thomas, poursuivie en justice pour diffamation par le Groupe Roble parce qu'elle dénonçait des actions responsables du tarissement de plusieurs sources d'eau.

Dans un pays où le nombre de féminicides au mois d'avril 2018 se monte à 135 victimes, les conflits environnementaux, principalement pour l'accès à l'eau, prolifèrent. Cela ne va pas aller en s'améliorant, les scénarios climatiques prévoyant une réduction de l'eau au Salvador allant jusqu'à 40% en 2050 et 82% en 2100. Cette situation risque encore d'accentuer les violences dans ce pays et exige donc un virage à 180 degrés et un recentrage sur la gestion durable de l'environnement. La politique de l'Etat devrait notamment donner la priorité aux populations les plus bafouées et générer des mécanismes de participation et d'inclusion des femmes qui, représentant 53% de la population, se trouvent absentes des décisions qui concernent tant la famille que le pays. Dans ce contexte, la UNES (Unidad Ecológica Salvadoreña) forme les communautés à la prise de conscience et la défense des ressources naturelles. La dimension de genre fait partie intégrante de son action : l'association forme en effet des leaders communautaires hommes et femmes, pour la défense de leurs droits, notamment en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus. Plus spécifiquement, elle donne des ateliers aux membres des communautés sur l'auto-détermination des femmes et la masculinité positive, afin de contribuer à réduire les violences faites aux femmes, exacerbées par les problèmes d'accès à l'eau.

Carolina Amaya,
Nidia Hidalgo,
Luis González, La UNES

[4] "Juicio contra Sonia Sánchez, demandada por Grupo Roble"
Vidéo disponible sur YouTube

Eirene Suisse

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse

Correspondance : *Rue des Côtes-de-Montbenon 28
1003 Lausanne
Tél: 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch
info@eirenesuisse.ch*

Versements : *Rue du Valais 9
1202 Genève
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2 Iban: CH93 0900 0000 2300 5046 2*

Rédaction : *A.Genoud*
Textes : *A.Genoud, Emma McGeachy, Sophie Paychère, Carolina Amaya, Nidia Hidalgo, Luis González*
Photos : *Serge Boulaz, Emma McGeachy,*

Relecture : *Adrien Genoud, Laura Melly, Patricia Carron, Julián Melián*
Mise en page : *Romain Chappet*
Imprimeur *: Afiro, entreprise sociale et formatrice*